



# Universités & Territoires

## n°164

29/09/2023

### Sommaire

■ Pages 3/4 : Dessiner l'avenir du logement étudiant - 8<sup>ème</sup> édition des RDVLE ■ Pages 5/6 : Fondation Dauphine : Une initiative-clé pour la réussite de ses étudiants ■ Pages 7 à 9 : REET : 1ères Rencontres de l'expérience étudiante et des territoires ■ Page 10 : La SMERRA aux côtés des étudiants dès la rentrée ■ Pages 11 à 13 : Enseignement supérieur et recherche de proximité : vecteur d'égalité des chances ■ Pages 14/15 : A Heidelberg, un nouvel habitat autogéré pour 200 étudiants ■ Pages 16/17 : Réseau Vie étudiante : Structurer et professionnaliser un métier ■ Page 18 : FAC-HABITAT, + 524 logements étudiants en 2023 ■ Pages 19/20 : The Shift Project : Un référentiel et une enquête ■ Pages 21/22 : Les « Pépite » ont-ils trouvé leur légitimité ? Regards d'étudiants-entrepreneurs ■ Pages 23/24 : Rentrée 2023 : manque de logements étudiants



Collegium Academicum à Heidelberg | Crédit : Thilo Ross

### éditorial

## Aide aux plus fragiles **ET alliances territoriales !**



Par Nicolas Delesque  
Directeur de la rédaction

Tous les ans, la rentrée universitaire nous livre le même triste spectacle. Celui d'une jeunesse qui cherche, tant bien que mal, à trouver les meilleures conditions de vie pour suivre ses études.

Dans ce cadre, si d'une année à l'autre la question du logement et/ou de l'hébergement se pose de manière toujours plus vive, c'est après tout bien logique : le nombre de nouveaux inscrits ne baisse pas, tandis que la production de nouvelles places demeure toujours en panne.

Pour illustrer cette situation, qui s'aggrave d'année en année, un chiffre est désormais avancé par le Ministre lui-même : 12%. Soit la proportion d'étudiants renonçant à leurs études faute de pouvoir disposer d'un logement.

Mais cette rentrée est également marquée par deux actualités, qui ont une incidence directe sur les conditions de vie des étudiants : d'une part, l'inflation - et ses impacts sur la question du pouvoir d'achat étudiant - et d'autre part, la réforme des bourses - annoncée voilà près d'un an et qui ne débouche... pas sur grand-chose !

Or, si cette actualité chargée - à laquelle, même si elle ne fait plus les gros titres, j'ajouterais la question de la santé mentale de nos jeunes - a le mérite de lever progressivement le voile sur la façon dont notre société traite ceux qui en représentent l'avenir, il serait plus que temps d'espérer



Rendez-vous du  
logement étudiant

→ s'inscrire



que l'action prenne - enfin ! - le pas sur les postures idéologiques et incapacitantes.

Non, tous les étudiants ne souhaitent pas être autonomes, indépendants de leur famille. En revanche, ce qui est certain, c'est que le niveau des bourses d'aujourd'hui ne permet plus de vivre dignement !

Non, travailler pendant ses études n'est pas toujours handicapant pour assurer la réussite de celles-ci. En revanche, le développement d'un statut sécurisant du travail étudiant, largement soutenu au sein même des établissements, n'est toujours pas d'actualité !

Non, tous les étudiants n'ont pas besoin d'un logement très social pour s'en sortir. En revanche, ne disposer comme alternative principale que de prendre un logement soit dans le marché privé, soit dans une résidence ser-

vices, ne répond pas aux besoins de la majorité.

Non, tous les étudiants ne sont pas dans l'impossibilité de dépenser plus d'un euro pour se nourrir. En revanche, proposer plus de solutions collectives pour manger chaud et équilibré tous les soirs (et pendant les jours de congés) constituerait un grand pas pour la nutrition de tous les étudiants.

Ces quelques exemples pour mieux rappeler que si le "grand soir" de l'action sociale universitaire peut faire rêver, au moment même où nous écrivons ces lignes des jeunes, parfois brillants et motivés, sont en train de renoncer à leurs études - ce qui revient, pour certains d'entre eux, à renoncer à prendre leur ticket pour le fameux "ascenseur social" que représentent les diplômes du supérieur.

Alors oui, concentrons-nous et portons l'effort sur l'aide aux plus fragiles d'une

part, mais créons d'autre part des alliances territoriales (comme nous avons su le faire pendant la période du COVID), sans exclusive et sans idéologisme, afin de garantir à tous une vie étudiante digne là où ils étudient. Des alliances territoriales réunissant tous les acteurs, privés et publics, issus d'associations et d'entreprises, élus et responsables universitaires, avec pour objectif commun la construction d'offres de services et d'espaces de vie accueillants.

C'est, selon nous, cette double démarche qui pourra, peut-être, demain, faire mentir le dernier rapport de *France Stratégie*, dont la conclusion est la suivante : « *Les performances des élèves français sont parmi celles de l'OCDE qui dépendent le plus des caractéristiques socio-économiques.* » La démocratisation de l'enseignement supérieur ne pourra être effective sans la mobilisation de tous. ■



**INSCRIPTION**



# Rendez-vous du Logement étudiant

8<sup>ÈME</sup> ÉDITION DES RDVLE - 28 NOVEMBRE 2023

UNIVERSITÉ PARIS DAUPHINE-PSL

## Dessiner l'avenir du logement étudiant

L'an dernier, les résultats du premier baromètre « d'attractivité des résidences étudiantes », lancé par le syndicat professionnel AIRES et réalisé par le cabinet Occurrence, ont dévoilé une grande satisfaction des locataires - 87% considérant « leur vie agréable ».

Si des modifications d'usages importantes sont perceptibles, avec une vie dans la résidence qui s'allonge et des attentes qui évoluent concernant le Développement durable ou la relation à son environnement, il est clair que la résidence étudiante continue - et même de plus en plus - à apparaître comme une solution positive, plébiscitée pour contribuer à fournir à nos jeunes de bonnes conditions d'études.

Au vu de la conjoncture, marquée par le croisement de défis environnementaux/économiques et du bouleversement de la vie et des études lié à la crise sanitaire et ses conséquences, il devient urgent de tracer l'avenir de ces résidences appréciées par les étudiants, et de trouver les moyens de leur production à grande échelle - afin que tous ceux qui le souhaitent puissent en bénéficier.

Dans ce contexte, les **Rendez-vous du logement étudiant** constituent un moment unique pour confronter réussites et difficultés et pour partager idées, projets futurs et innovations.

Les **Rendez-vous du logement étudiant** sont initiés par Universités & Territoires et ADELE, en partenariat avec l'Université Paris Dauphine-PSL et avec le soutien de nombreux partenaires.

Les **Rendez-vous du logement étudiant** favorisent le dialogue entre professionnels de l'immobilier, universités, écoles, acteurs des territoires, pouvoirs publics et usagers.

Les **Rendez-vous du logement étudiant** mettent en valeur les établissements qui, comme l'Université Paris Dauphine-PSL, s'impliquent dans le logement de leurs étudiants et dans la recherche du meilleur accueil possible..

**Pour plus d'information :**

[www.rdvle.com](http://www.rdvle.com) ou [contact@rdvle.com](mailto:contact@rdvle.com)

**Nicolas Delesque, Délégué Général :**  
06 78 39 13 49

MAJOR PARTENAIRES :



PARTENAIRES :



PARTENAIRE PRÉMIUM :



PARTENAIRE MÉDIA :



AVEC LE SOUTIEN DE :



## Programme provisoire de la journée des 8<sup>èmes</sup> Rendez-vous du Logement Étudiant

### A partir de 8h30 : **Accueil des participants**

### 9h00 : **Ouverture des 8<sup>èmes</sup> Rendez-vous du Logement étudiant**

Par le Président de l'Université Paris Dauphine - PSL, Pr E. M. MOUHOUD et les organisateurs des RDVLE.

### 9h30 : **Produire sans foncier du logement étudiant**

Toutes les pistes doivent être étudiées pour accueillir les étudiants dans nos villes, que ce soit avec des bâtiments existants ou des terrains occupés délaissés...

Avec des témoignages sur le changement d'usage et le rehaussement de bâtiments existants ; la construction sur foncier en BEA, AOT ou bail à construction ; et des exemples d'investisseurs privés et institutionnels mobilisés sur ces projets.

### 11h00 : **Présentation des résultats du baromètre Aires / Occurrence**

Pour la deuxième année, les exploitants adhérents de AIRES ont interrogé leurs locataires sur leurs usages et leurs besoins et recueillis les appréciations de leur vie en résidence.

Plus de 5500 étudiants résidents avaient répondu l'an dernier à cette consultation, la plus importante sur ce sujet. Occurrence présentera les résultats de cette seconde campagne de consultation.

### 12h30 **Déjeuner**

Buffet préparé par le Crous de Paris sur place

### 14h00 : **Remise des 5<sup>èmes</sup> prix des RDVLE**

L'an dernier, l'ENS de Rennes, la métropole du Havre, Arpej, Eiffage construction et la Mgel Logement ont été récompensés. Quatre nouveaux prix seront remis cette année dans les catégories Territoire, Etablissement, Acteur et Initiative.

### 15h30 : **Un pas de côté**

Des présentations pour sentir l'air du temps, les évolutions, les nouvelles problématiques : des exemples seront interrogés par des spécialistes.

- Le logement Inter générationnel : mode, gadget, gisement véritable, ... un exemple gagnant / gagnant pour les étudiants et nos aînés.
- Les Tiny House : des premiers exemples existent en France, un moyen de répondre à une urgence ou une nouvelle façon d'habiter ?
- L'apprentissage post-bac est plein essor ... quel besoin de logements pour ces étudiants aux emplois du temps particuliers ?
- INSA de Lyon : Des logements au service du projet d'établissement, une histoire en évolution, un accueil qui s'adapte aux nouveaux usages.

### 17h00 : **Fin des débats**

### **Comment participer et s'inscrire ?**

A partir de septembre sur  
[www.rdvle.com](http://www.rdvle.com) ou en nous contactant :

[contact@rdvle.com](mailto:contact@rdvle.com)



16/10/2023 - Inauguration de la Résidence Saint-Ouen Liberté

## *Fondation Dauphine* : Une initiative-clé pour la réussite de ses étudiants

La Fondation Dauphine s'apprête à marquer un jalon significatif dans son engagement en faveur du logement étudiant, avec l'inauguration de sa nouvelle résidence étudiante, Saint-Ouen Liberté, prévue le lundi 16 octobre prochain.



Dès ses débuts, convaincue que c'est bien dans le logement que réside l'une des clés du succès pour la réussite des étudiants, la *Fondation Dauphine* a pris l'initiative d'investir dans l'immobilier à cette fin, démontrant son engagement envers les étudiants de l'université : aucun étudiant ne doit renoncer à son admission à *Dauphine* pour des raisons d'accès au logement. A ce titre, l'inauguration de la Résidence Étudiante *Saint-Ouen Liberté* marque une nouvelle étape de cet engagement.

Comme l'explique Laurent Batsch, fondateur et ancien Président : « *L'investissement dans ces nouveaux logements permet de créer les conditions de pérennité de la Fondation. Bien que les loyers soient modérés, ils contri-*

*buent à rembourser les emprunts dans un premier temps, puis permettront de nouveaux programmes pour la Fondation. »*

### Le logement étudiant, enjeu majeur en temps de crise économique

De nos jours, la quête de logements étudiants abordables constitue un défi majeur pour de nombreux jeunes souhaitant poursuivre dans l'enseignement supérieur. Selon un article paru dans *Le Monde* en date du 27 août 2023 - intitulé « *Logement étudiant : je ne sais pas où ma fille va dormir à la rentrée* » -, « *le nombre d'étudiants a bondi de 200 000 personnes entre 2018 et 2022, atteignant ainsi 2,95*

*millions, tandis que l'offre de logement qui leur est dédiée demeure structurellement déficitaire. (...) Il manque au moins 250 000 logements étudiants pour répondre à la demande croissante. Même les résidences universitaires du CROUS, qui sont souvent considérées comme une option pour les étudiants au budget serré, se trouvent en pénurie. Actuellement, on en dénombre 174 000, dont une partie est indisponible en raison de travaux de rénovation, alors que la France compte plus de 720 000 boursiers. »*

Confrontés à cette situation précaire, certains étudiants se retrouvent contraints de compromettre leur stabilité financière, de faire des trajets longs et fatigants pour se rendre à l'université, voire de renoncer à leur

entrée à l'Université Paris-Dauphine - PSL. Face à ces défis persistants, la *Fondation Dauphine* demeure plus engagée que jamais à fournir des solutions d'hébergement abordables et de qualité, contribuant ainsi à alléger le fardeau des étudiants et à renforcer leur réussite académique et leur prise d'autonomie.

### Nouvelle résidence pour la rentrée 2023-2024

Ainsi, dès cette rentrée de septembre 2023, la nouvelle résidence *Saint-Ouen Liberté* propose 159 logements flambant neufs, meublés et aménagés, situés à seulement 30 minutes en transport de l'Université Paris Dauphine - PSL. Elle sera gérée par l'association *ARPEJ*, spécialisée depuis 30 ans dans la gestion de résidences conventionnées à destination des étudiants et jeunes sur toute la France, et pour lesquels elle tisse des partenariats avec les bailleurs sociaux propriétaires des bâtiments.

Parmi les avantages offerts aux résidents étudiants, on compte un accès sécurisé, le WiFi, une laverie et des espaces partagés. Un soin particulier a également été porté à la décoration de la résidence, afin de créer un cadre de vie agréable et inspirant pour les résidents. Avec une redevance mensuelle, toutes charges comprises, abordable - à moins de 600€ avant déduction de l'APL -, la *Fondation* favorise une accessibilité accrue au logement aux étudiants de *Dauphine*. De plus, elle offre une bourse aux étudiants bénéficiant du programme *Égalité des Chances* pendant une partie de leurs études, contribuant ainsi à faciliter leur parcours universitaire.

### Fondation Dauphine : pionnière de l'investissement dans le logement

Depuis la création de son programme *Égalité des Chances* en 2009, la *Fondation Dauphine* a poursuivi avec dé-

termination son objectif d'offrir l'accès à Dauphine à des jeunes issus de milieux modestes. Cette vision altruiste s'est concrétisée grâce à la générosité de donateurs - entreprises ou particuliers -, et a contribué à forger une société plus juste et sensible aux inégalités. Aujourd'hui, la *Fondation* s'engage à maintenir cette quête d'équité, avec le soutien continu de ses bienfaiteurs.

Pour Vincent Montagne, Président de la *Fondation Dauphine*, cette nouvelle résidence représente un pas significatif dans la réalisation de la mission de la *Fondation* : « *La Résidence Étudiante Saint-Ouen Liberté est l'aboutissement d'années de dévouement envers l'égalité des chances. Nous sommes fiers de fournir à nos étudiants un environnement sûr et abordable pour leur permettre de poursuivre leurs rêves académiques.* »

Le Président de l'Université Paris Dauphine - PSL partage cet enthousiasme et déclare : « *Cette nouvelle résidence étudiante témoigne de la collaboration fructueuse entre la Fondation Dauphine et l'université. Elle contribue à créer un campus inclusif où tous les étudiants, quelle que soit leur origine socio-économique, peuvent s'épanouir académiquement.* »

À ce jour, l'Université Paris Dauphine-PSL, grâce à ses différents partenariats, maîtrise un parc de 700 logements réservés exclusivement à ses étudiants. ■



[contact@fondation-dauphine.fr](mailto:contact@fondation-dauphine.fr)



# REET : 1<sup>ères</sup> Rencontres de l'expérience étudiante et des territoires

Fin juin, l'Afev organisait les premières REET, consacrées à la manière dont l'expérience étudiante peut nourrir et enrichir les territoires. Un temps fort de réflexions et d'échanges.

Le 29 juin dernier se tenaient au [Centre universitaire Clignancourt/Sorbonne Université](#), à Paris, les premières REET, pour Rencontres Expérience étudiante & Territoires, organisées par l'Afev et sa Directrice de l'enseignement supérieur et de la jeunesse Sandrine Martin, en partenariat avec l'[Association des villes universitaires de France](#) (AVUF), le programme Mentor your Future et le [Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche](#). Elles posaient la question suivante : « Quelles évolutions de la reconnaissance de l'engagement étudiant en France et en Europe ? », à laquelle un grand nombre d'intervenants impliqués ont apporté des éléments de réponse pendant toute la journée.

Accueillis par Myriam Bellehiguen, maîtresse de conférences et Directrice du Centre Universitaire Clignancourt / Sorbonne Université, puis Christophe Paris, Directeur général de l'Afev et Président du [Collectif Mentorat](#), les plus de 200 participants ont pu entendre la première souligner « l'extrême variété et vitalité des engagements de [ses] étudiantes et étudiants, dans des champs très divers », au cours desquels « ils donnent beaucoup, mais reçoivent aussi en retour » (il s'agit donc « d'une dynamique vertueuse, qui fonctionne dans les deux sens »), et le fait que « la reconnaissance de ces engagements gagne en intensité chaque année. »

Le second, quant à lui, a insisté sur la structuration de la journée, « avec deux

**afev** \*\*

CRÉATEUR DE LIENS SOLIDAIRES

temps qui se répondent », et rappelé que la raison pour laquelle son association développe l'engagement, « ce n'est pas simplement parce que cela apporte quelque chose aux étudiants ou aux jeunes, mais aussi parce que c'est utile à la société. D'autant que plus notre action est utile, plus l'on apprend. » Pour lui, il s'agit désormais de se demander « comment le mentorat peut devenir, encore plus, un élément intégré au parcours - plutôt que quelque chose "à côté" », et donc de « construire des outils, des méthodes, pour faciliter ce travail », puis de questionner plus avant, dans une relation fine avec la sphère universitaire, « la question de la valorisation de cet engagement » - pour parvenir, à terme, à mobiliser plus massivement les étudiants, afin de parvenir à « refaire société ensemble. »



## RENCONTRES EXPÉRIENCE ÉTUDIANTE & TERRITOIRES

Quelles évolutions de la reconnaissance de l'engagement en France et en Europe ?



Sorbonne Université  
2 rue Francis de Croisset  
75018, Paris



afév \*\*  
CRÉATEUR DE LIENS SOLIDAIRES

## Mentor your future et le mentorat

En matinée, les projecteurs étaient braqués sur le dispositif *Mentor your future*, qui rassemble depuis trois ans six partenaires dans toute l'Europe ([Big Brothers Big Sisters of Bulgaria](#), [NHL Stenden University of Applied Sciences](#), [Coordinadora de Mentoria social](#), [University of Nicosia](#), [The Accreditation Council for Entrepreneurial and Engaged Universities](#) et l'Afev) autour de la promotion de l'engagement étudiant comme outil pour lutter contre les inégalités sociales et éducatives. Les échanges ont été introduits par Anne Rudisuhli, [Conseillère départementale des Bouches-du-Rhône](#), Déléguée aux Affaires européennes et membre du [Comité européen des régions](#), puis Thibaut de Saint Pol, [Directeur de la Jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative](#) (DJEPVA) au [Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse](#).

La première a rappelé tous les bénéfices du mentorat, et affirmé qu'il est « de notre responsabilité de donner aux étudiants les clefs et opportunités pour parvenir » à s'engager dans de bonnes conditions. D'autant que « le mentorat constitue un outil puissant de résolution des problèmes auxquels l'Europe est confrontée. » Pour autant, il reste « très fragmenté, avec des inégalités entre les acteurs et les États », d'où la nécessité de créer « un réseau européen pour favoriser les rencontres et les formations », et pourquoi pas... de mettre en place un CV européen, « qui permettrait d'accentuer la culture de l'engagement au sein de l'UE » ? De son côté, Thibaut de Saint Pol, revenant sur les enseignements déjà tirés du plan *1 jeune 1 mentor*, a expliqué que « proportionnellement au nombre total d'habitants, les étudiants sont plus engagés que les "actifs" », et insisté sur l'importance de « mettre en lumière des innovations et de bonnes pratiques. »

Eunice Mangado-Lunetta, Directrice des Programmes à l'Afev, a quant à elle indiqué qu'il « n'y a pas d'enga-



gement étudiant sans l'engagement des universités », et qu'il faut donc « réfléchir à la manière dont ces dernières peuvent créer le cadre d'un engagement systémique. » Se sont ensuite ouvertes deux tables-rondes. L'une, dédiée à la place du mentorat étudiant en France et en Europe, réunissait l'anthropologue et Coordinatrice du Programme de Volontariat du Département Communauté & Équité de [l'Universitat Oberta de Catalunya](#) Aina Villalonga Vadell (« Le mentorat permet aux étudiants de considérer la communauté universitaire comme inclusive (...), souvent d'initier un engagement de long terme (...), et aux étudiants d'être de véritables acteurs du changement social »), la Déléguée régionale de [l'Afev Catalogne](#) Laia Bernués (« En Espagne, le mentorat permet aussi et surtout de démocratiser l'enseignement supérieur »), et deux bénévoles étudiants du [Projet Rebond](#) (qui organise des interventions groupées en centres de détention), Swanie Juret et Achille Francheteau.

La seconde, exclusivement féminine et intitulée « Comment transformer l'ambition de *Mentor your future* ? », rassemblait Eunice Mangado-Lunetta, la Coordinatrice internationale de la [NHL Stenden University](#) Afke Bruinsma, la Déléguée générale d'[Animafac](#) Sarah Bilot, l'étudiante et ancienne de l'Afev Emma Germain-Leclerc et la volontaire en service civique à l'Afev Tayssir Najar (qui a participé à la formation européenne). Les deux dernières ont témoigné du fait que « le mentorat per-

met de développer la conscience de soi, des autres et l'empathie », et que la formation européenne constituait « un moment riche de partage d'expérience avec d'autres mentors étudiants. »

Puis Afke Bruinsma a présenté le guide stratégique européen élaboré par *Mentor your future*, qui répond à « trois objectifs : définir le mentorat étudiant comme un engagement civique à fort impact social ; le reconnaître comme un atout pour la réussite académique et professionnelle des étudiants ; mettre en œuvre et évaluer un programme de mentorat étudiant de qualité. » Enfin, Sarah Bilot a donné les clés d'une harmonisation des pratiques de mentorat dans les différents pays : fournir des « ressources et pratiques inspirantes » aux universités ; « diffuser et inciter les acteurs à s'emparer des bonnes pratiques »... voire envisager, comme en Belgique, un soutien financier individuel à destination des étudiants qui souhaitent s'engager.

## La question de l'engagement

Au cours de l'après-midi, il a plutôt été question, sous la houlette de Sandrine Martin, d'interroger les évolutions et enjeux de la reconnaissance de l'engagement - « dans l'enseignement supérieur, certes, mais aussi au sein d'entreprises, de collectivités locales, etc. » Le grand témoin de ce temps d'échanges était Valérie Becquet, Professeure des Universités en Sciences de l'éducation et de la For-



mation à l'[INSPE de Versailles / Cy Cergy Paris Université](#). Rappelant qu'il y a « quelques années, les activités bénévoles étaient souvent disqualifiées par les universités », elle s'est réjouie du fait qu'ensuite, « l'agenda des politiques publiques a commencé à insérer la notion de reconnaissance de l'engagement », notamment autour de la question des *soft skills* ou compétences sociales. Puis elle a défini plusieurs types de parcours d'engagement (capitalisation, transfert, "braconnage" et recherche d'espaces de liberté, parfois autogérés).

Là encore, deux tables-rondes thématiques ont permis de prolonger la réflexion. La première, qui se demandait, « Six ans après la loi Egalité et citoyenneté, quelles sont les évolutions en matière de validation des compétences acquises via l'engagement des étudiants ? », donnait la parole à la vice-Présidente chargée des affaires académiques ESR à la [Fage](#) Miryam Bercher (pour laquelle la reconnaissance de l'engagement est encore très inégalitaire sur le territoire, d'où l'intérêt de l'intégrer au sein du cursus - y compris à destination des employeurs), au Directeur de l'[Ecole nationale supérieure de Mécanique et d'Aérotechnique](#) (ISAE-ENSMA) Majdi Khoudeir (qui « préfère recruter quelqu'un qui est prêt à embarquer tout le monde dans son monospace que quelqu'un qui conduit une Formule 1 tout seul », et pour lequel l'engagement renforce le sentiment d'appartenance au collectif), puis au Président

de [PJ Consulting](#) et administrateur de l'Afev Patrick Jeantet (qui estime que cette association « doit jouer un rôle facilitateur pour accompagner les universités dans la reconnaissance de l'engagement »).

La seconde, intitulée « La reconnaissance de l'engagement, un outil au service de la citoyenneté des jeunes ? », était structurée autour de quatre prises de paroles. Nadia Bellaoui, Présidente de l'[Agence du Service Civique](#), a ainsi expliqué que « la reconnaissance publique du service civique a été une condition-clé, qui a contribué à sa réussite notamment en touchant des publics qui n'étaient pas engagés », mais regretté que « la loi de 2017 ne se traduit pas, dans les faits, suffisamment » - ce qui est d'autant plus regrettable que « l'existence du texte donne des marges de manœuvre. » Pourtant, « on souffre d'un problème de portage du sujet. »

Bastien Bernela, Maître de conférences à l'[Université de Poitiers](#), vice-Président de la [Communauté urbaine de Grand-Poitiers](#) et membre du bureau de l'Afev, a ensuite indiqué que « les collectivités locales aujourd'hui sont dans une politique d'ancrage des étudiants » et insisté sur le fait que « le service civique a un impact sur l'insertion professionnelle des jeunes - et d'autant plus pour ceux qui sont éloignés de l'emploi. » Sarah Billot a alors rappelé l'importance de « faire confiance aux jeunes, en les traitant de la même manière que n'importe

quel autre citoyen », avant qu'Ilyas Kenadid, Responsable de la stratégie et des grands projets à l'[Université Paris-Est Créteil](#) (UPEC), ne confirme le fait que « l'étudiant est un citoyen acteur de sa trajectoire. »

En conclusion de ces travaux, Sandrine Martin est revenue sur un élément mis en lumière plus tôt par Sarah Bilot : la question de l'année de césure, « qu'il est également important de défendre lorsque l'on parle de l'engagement étudiant, notamment dans une période post-Covid où la question de la "pause" s'appréhende différemment. » De manière plus générale, selon elle, « l'expérience étudiante, dans sa globalité, constitue un élément essentiel pour le développement des territoires. » ■



[www.afev.org](http://www.afev.org)

Aurélie Guine / François Perrin



# La SMERRA aux côtés des étudiants **dès la rentrée**

Fidèle à ses valeurs mutualistes et non lucratives, la SMERRA s'est engagée pour le mieux-vivre étudiant sur l'ensemble des régions, et apporte des solutions adaptées aux besoins et grands changements caractéristiques d'une nouvelle vie étudiante.

En cette période de rentrée, les équipes de la SMERRA sont conviées par les établissements d'enseignement supérieur, dans de nombreuses villes et sous différentes formules : Journées d'accueil, semaines d'intégration, stands, interventions en classe, etc. Ces actions ont pour objectif d'accompagner et favoriser la réussite des étudiants dans les établissements partenaires sur tout le territoire et au sein même des campus. Nos équipes sont présentes dans les universités et écoles partout en France pour répondre aux questions courantes de la vie étudiante : couverture santé, logement, aides financières...

Retour en images sur les premières actions :

- Stand proposant un mur d'expression visant à partager les visions des étudiants sur leur vie étudiante, accompagné d'un photobooth pour garder un souvenir de cette journée dédiée lors des *Journées d'Accueil et de la Vie Associative (JAVA 2023)* à l'*Université Paris Cité*.
- Stand d'information et diverses animations dans différents établissements, tels que l'*EDHEC Lille*, l'*EDHEC Nice*, les *Facultés d'Aix-Marseille* et l'*Université Toulouse Paul Sabatier*.
- Animations en prévention santé lors du Festival de musique électronique *PHARAONIC Summer Edition* à Cluses avec un stand dédié à la prévention des risques en milieu festif.

- Distribution de lunettes de soleil aux participant de la course du *Festi Color*, un évènement sportif à Chambéry permettant l'intégration par le sport.

*« L'entrée dans l'enseignement supérieur marque une rupture de mode de vie pour les étudiants. Quitter la résidence familiale, se responsabiliser, subvenir à ses besoins et même découvrir un nouveau pays et une nouvelle culture pour les étudiants internationaux... Autant de défis à relever en marge de l'essentiel : mener à bien son parcours académique ! »*

Stéphane PUGEAT,  
Directeur SMERRA



La SMERRA peut être sollicitée toute l'année pour animer des interventions autour de la promotion et de la prévention santé, du système de soins et d'assurance en France ou à l'étranger. ■

<https://smerra.fr/>



# Enseignement supérieur et recherche de proximité : **vecteur d'égalité des chances**

Colloque national des villes universitaires d'équilibre, à Carcassonne les 5 et 6 octobre 2023

Le paysage national de l'enseignement supérieur et de la recherche se caractérise à la fois par une quinzaine de grandes universités intensives de recherche, à rayonnement international, implantées presque exclusivement dans de grandes métropoles et par environ 120 sites universitaires de proximité, dont les deux tiers en agglomération de taille moyenne.

Dans ces agglomérations, l'enseignement supérieur et la recherche apparaissent comme indispensables à la vitalité économique et démographique du territoire ; surtout au regard des opportunités de réindustrialisation et de l'accélération des départs à la retraite de cadres qui devront être remplacés. L'attractivité nouvelle d'une grande partie d'entre elles ne suffira pas pour répondre aux besoins de ressources humaines très qualifiées des entreprises et autres employeurs. La consolidation du panel de formations supérieures, en particulier adossées à de la recherche, y est donc stratégique ; elle se présente comme un vecteur d'égalité des chances, autant pour ces territoires d'équilibre que pour leur jeunesse.

L'égalité des chances pour les territoires suppose que toutes les villes de France puissent être irriguées par les fruits de la recherche scientifique, encore trop concentrée sur les aires métropolitaines. Or les implantations universitaires, même de taille modeste, permettent de créer des opportunités de collaborations avec des laboratoires, autant pour les acteurs économiques que les collectivités. L'égalité des chances pour la jeunesse suppose de bonnes conditions d'études et de vie étudiante, qu'offrent les campus en villes universitaires d'équilibre.

L'enseignement supérieur sur ces sites constitue aussi une économie pour la collectivité publique nationale dans la mesure où le coût moyen par étudiant y est inférieur à celui des universités établies dans les métropoles, avec



des taux de réussite au moins équivalents. C'est enfin un moyen d'épargner les budgets étudiants, plus particuliè-

## DES ETUDIANTS EN CENTRE-VILLE en 2023 !

Lancement des travaux du nouvel IUT  
89 rue de Verdun



Ouverture septembre 2023

[www.carcassonne.org](http://www.carcassonne.org)





Ce colloque a été préparé comme un grand moment de valorisation et de mise en perspective opérationnelle de ces villes universitaires d'équilibre. Il permettra d'éclairer le champ du possible et de partager les expériences afin que tous ces territoires intègrent aussi l'économie de la connaissance, en cours de développement dans un monde globalisé. ■

rement en matière de logement et de transports, et de les protéger contre les risques de précarité. Mais les engagements en soutien à l'ESR de la part des intercommunalités, des régions et parfois des départements, sont souvent très conséquents, sans être re-

connus par l'état, ni toujours garantis quant à la pérennité d'implantation de ses opérateurs - universités, grandes écoles ou Crous - ce qui entretient une fragilité de ces écosystèmes universitaires locaux. ■



Contact : François RIO // AVUF  
Tél. : 06 80 24 27 14 · [dg@avuf.fr](mailto:dg@avuf.fr)  
[www.avuf.fr](http://www.avuf.fr)

## Programme

Jeudi 5 octobre

### 10H00 Accueil à l'Odeum

Deux itinéraires pour découvrir une ville universitaire d'équilibre en action

- 1 - Enseignement supérieur, vie étudiante et cœur de ville
- 2 - Innovation et entrepreneuriat pour le territoire

**12H00** : Rassemblement au roadshow « Mes Tips Santé » de l'Assurance Maladie puis déjeuner au restaurant agréé par le Crous

### 13h30 Accueil café à l'Odeum

### 14h00 Ouverture du colloque

Accueil par les élus de la Ville, de l'Agglomération et de l'AVUF

### Tables-rondes

#### 14h15 Renforcer l'offre locale d'enseignement supérieur en lien avec les besoins économiques

#### Table-ronde avec

- Martial MARTIN, Directeur de l'IUT de Troyes et Président de l'Association des directeurs d'IUT
- Lamri ADOUI, Président de l'Université de Caen et représentant France Universités
- Fabienne LAGARDE, vice-présidente ESRI de la Cté urbaine Le Mans Métropole,
- Nicole BELIOT-DELACOUR, vice-Présidente ESRI de l'Agglomération du Cotentin

### 15h30 Faire ville étudiante

#### Table-ronde avec

- Lamri ADOUI, Président de l'Université de Caen et représentant France Universités
- Dominique FROMENT, Directrice Générale du Crous de Toulouse
- Vincent DEMESTER, vice-Président de la Communauté d'Agglomération de La Rochelle
- Frédéric IMBERT, Adjoint au Maire d'Arles
- Une ou un étudiant(e) Vice-président d'université

### 16h30 - Gouvernance territoriale de l'ESR

#### Table ronde avec :

- Catherine VAUTRIN, Présidente
- Un représentant de Régions de France
- Un président de ComUE : Mike TOPLIS, Président de l'EPE Université de Toulouse
- Un Président d'université représentant l'AUREF
- Un représentant de Départements de France

### 18h00 - Inauguration du campus Albert FERT

Nouvelle implantation des 2 départements d'IUT Avec intervention de Sylvie RETAILLEAU, Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

### 19h30 - Visite de la Cité médiévale avec guide-conférencier

### 21h00 - Dîner dans un ou deux restaurants de la Cité médiévale

**Vendredi 6 octobre matin à l'Odeum****8h30 - Accueil café****9h00 - Ouverture des travaux**

Par Jean-Michel LONGUEVAL, vice-Président de la *Métropole de Lyon* et vice-Président délégué de l'*AVUF* en charge de la territorialisation de l'ESR

**9h15 - Développer les coopérations inter-territoriales sur les activités académiques**

Communication de Josselin TALLEC et Camille VERGNAUX, chercheurs au laboratoire *PACTE*

**10h00 - 6 Ateliers opérationnels en parallèle****Atelier 1 - Valorisation de la recherche et transfert de technologie en ville moyenne**

Présidé par Bastien BERNELA, vice-Président du *Grand Poitiers*

**Atelier 2 - Les principes d'une bonne convention avec son université**

Présidé par Sylvain TRANOY, vice-Président de l'*Agglomération de Cambrai*

**Atelier 3 : Réussir des événements fédérateurs de la population étudiante**

Présidé par Guillaume MARECHAL, VP *Ardennes-Métropole* et VP de la *Région Grand Est*

**Atelier 4 - Développer et pérenniser son campus connecté**

Présidé par Mina ZOURGANE, Directrice de l'économie, de l'emploi, de l'ESS, de l'ESR, et de l'innovation à *Carcassonne Agglomération*

**Atelier 5 - Élaborer et animer un Schéma local de l'ESRI - Quels modèles de développement de l'ESR à l'échelle locale?**

Présidé par Thomas MESZAROS, vice-Président du *Grand Annecy*

**Atelier 6 - Opportunités de création de dynamiques de recherche au sein des villes universitaires d'équilibre**

Présidé par Benoît PUJOL, Directeur de Recherche au *CNRS* qui a créé le "Living Lab de Carcassonne"

**11h45 - Plénière de Clôture**

Restitution des points saillants des ateliers par les 6 Présidents

Expressions d'étonnement par présidents ou vice-Présidents d'université

Mot de conclusion par Catherine VAUTRIN et Françoise RAYNAUD vice-Présidente de *La Roche-sur-Yon Agglomération*.

**12h30 - Cocktail déjeunatoire préparé par les élèves du Lycée Charles Cros et dégustation vins du Lycée Agricole Charlemagne**

Retrouvez toutes les archives  
[www.universites-territoires.fr](http://www.universites-territoires.fr)

# A Heidelberg, un nouvel habitat autogéré **pour 200 étudiants**

Depuis 2013, un groupe d'étudiants bénévoles s'attelle à faire revivre l'esprit de la résidence [Collegium Academicum](#) d'Heidelberg, avec une ambition totalement renouvelée, et en misant sur l'autogestion. Près de 200 étudiants y participent déjà, activement.

Initialement construite en 1945, à l'occasion de la réouverture de l'Université d'Heidelberg après la Deuxième guerre mondiale, et avec l'aide de l'armée américaine, pour tourner la page du nazisme et faire vivre la démocratie au quotidien, cet ensemble résidentiel répond désormais à un nouvel objectif : créer « un logement abordable, autogéré et écologique pour plus de 250 personnes, sur le site de conversion US Hospital de Heidelberg », comme l'indique le site de présentation du projet.

## Des étudiants impliqués dès le départ

En 2017, le *Studierendewerk* (le Crous local) établissait à 4 000 le nombre de logements disponibles à Heidelberg, qui sont à mettre en face des 39 000 étudiants présents dans les 10 établissements d'enseignement supérieur de la ville. Une offre publique ne correspondant qu'à environ 10% de la

demande uniquement. Mais au-delà du logement, ce projet s'envisage comme un laboratoire grandeur nature de ce que la démocratie signifie, et met en place, en accompagnement des études, une « année d'orientation », sous la forme d'un « programme de tutorat et d'événements [qui] reflétera les intérêts des étudiant.e.s et se confrontera aux défis sociaux et environnementaux actuels. L'accent sera mis sur l'interdisciplinarité, une vision critique vis-à-vis de sa propre discipline et des responsabilités de la science, ainsi que sur des questions écologiques concrètes ».

Pour rendre opérationnelle cette vision sur le site, les deux bâtiments existants sont rafraîchis, pour accueillir les activités relatives à cette "année d'orientation" et pour proposer une salle commune et un café autogéré. Par ailleurs, un nouveau bâtiment a été construit, intégralement en bois, sur 4 étages, qui héberge depuis février 2023 des étudiants : au total, ce sont 46 coloca-

tions de 4 personnes qui y sont aménagées, avec 360 m<sup>2</sup> d'espaces partagés en plus. Chaque chambre fait 14 m<sup>2</sup>, avec un espace commun pouvant aller jusqu'à 49 m<sup>2</sup>.

L'architecte du bâtiment neuf est l'agence *DGJ Architektur*, qui a été choisie avec l'aide de l'IBA lors d'une procédure sous forme d'ateliers, où était décrite la collaboration avec les étudiants. Son architecte, Hans Drexler, indique : « Ce projet bottom-up est caractérisé par beaucoup d'ouverture d'esprit et d'idéalisme. Seul ce type d'organisation de projet participative permet de faire évoluer des agencements spatiaux. Cela n'aurait jamais été possible avec des promoteurs ou investisseurs classiques. »

## Un projet pensé de bout en bout

Techniquement, le bâtiment atteint les performances d'une maison passive,



et ses panneaux photovoltaïques produisent plus d'électricité que ce dont les habitants ont besoin. Les assemblages en bois, qui sont une réinterprétation d'un nœud constructif japonais, permettent de se passer quasiment systématiquement des assemblages métalliques, et ainsi de réduire encore plus fortement l'impact carbone du bâtiment. La trame structurelle, quant à elle, a été réduite de manière à permettre des assemblages exclusivement en bois, et d'agencer les espaces de différentes façons, à l'aide de parois mobiles entre les éléments porteurs.

Financièrement, le loyer s'élève à environ 350€ par mois, contre 500€ habituellement dans la ville d'Heidelberg. Le projet global a été mis sur les rails bénévolement par les étudiants, qui ont trouvé les partenaires techniques et financiers. Ils ont par exemple adhéré au *Mietshäuser Syndikat* pour pouvoir bénéficier à la fois de son expérience en matière de logements

autogérés (environ 150 projets à son actif dans toute l'Allemagne) mais aussi de son capital financier, et obtenu un partenariat solide avec l'*IBA Heidelberg* - qui accompagne les projets proposant des solutions concrètes pour les enjeux à venir.

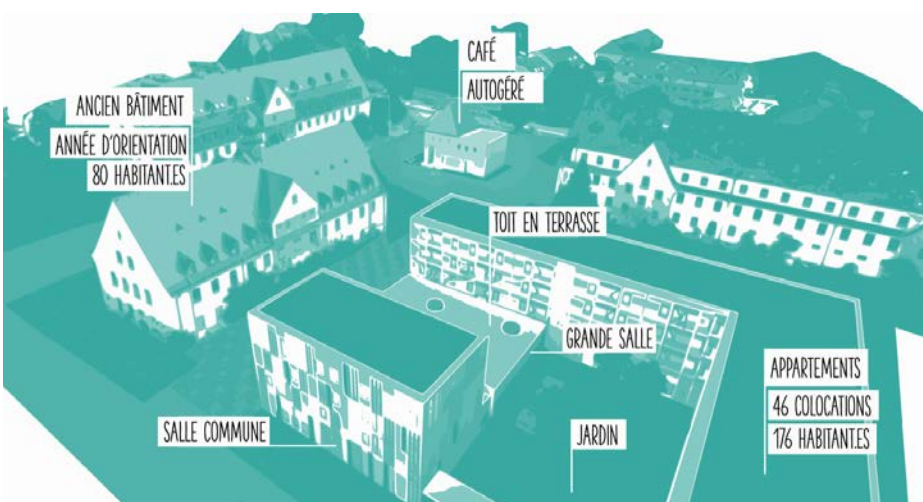
Les statuts du Syndicat indiquent clairement son objectif : « Soutenir l'émergence de nouveaux projets de maisons auto-gérées et les imposer politiquement : un logement décent, un toit pour tous. » La *Ville d'Heidelberg*, de son côté, a également soutenu le projet sous forme de don, en achetant la parcelle du projet. Sur le volet écologique, les étudiants maîtres d'ouvrage ont bénéficié de l'expertise de l'*IFEU (Institut de Recherche en Energie et Environnement d'Heidelberg)*. Juridiquement, les étudiants sont co-propriétaires du nouveau bâtiment, sous la forme d'une entreprise dénommée *Collegium Academicum GmbH*.

Au global, le bâtiment neuf a coûté environ 21 M€, avec une part financée par des subventions, des crédits directs (accordés par des particuliers), des dons et du sponsoring (à hauteur de 6 M€ globalement). Un emprunt bancaire (à hauteur de 15 M€), sollicité auprès d'une institution allemande publique, complète le plan de financement.

### DIY et autogestion

Non négligeable non plus : la résidence possède un atelier de menuiserie, permettant aux étudiants de fabriquer leurs propres meubles - toujours dans cet esprit de faire soi-même (et de réduire les coûts). Loin d'être individuelle, cette démarche nécessite au contraire de s'entourer, de mobiliser beaucoup de monde autour de soi. C'est une richesse en soi, qui coûte moins cher et qui est finalement plus utile que celle consistant à déboursier de l'argent pour pouvoir étudier dans de bonnes conditions.

Pour ce lieu d'émancipation, l'autogestion constitue un axe important : « *L'engagement politique fait partie de la vie quotidienne : les jeunes ont la possibilité de façonner activement la société dans laquelle ils veulent vivre.* » Cela nécessite de la transmission de savoirs, et surtout du temps, dont les étudiants disposent et qu'ils peuvent mettre à profit. Le café, mais aussi les salles communes des bâtiments existants, sont des lieux de rencontre ouverts aux habitants et au quartier, qui permettent de prolonger leur engagement bien au-delà des murs de leur résidence. Et pourquoi pas, qui sait, inspirer d'autres personnes et d'autres corps de métiers ? ■



<https://collegiumacademicum.de/fr/>

Pierre-Yves Ollivier

# Réseau Vie étudiante : Structurer et **professionnaliser un métier**

Rebaptisé Réseau Vie étudiante (plutôt que l'acronyme utilisé jusqu'alors de R2VE), ce regroupement de professionnels s'est doté cette année d'un nouveau bureau. Rencontre avec deux membres de celui-ci, dont Romain Quesnel et Alexandra Piaumier, co-Présidents en remplacement de Tiffany Audoux (interrogée dans UT 145, en février 2021).



Romain Quesnel, Université de Poitiers, Co-président - Réseau Vie Étudiante (R2VE)

**Pouvez-vous nous redonner quelques éléments de contexte sur votre réseau ?**

**Romain Quesnel (Université de Poitiers) :** Né en 2014, suite à l'émergence des métiers de chargé(e)s de mission, responsables, directeurs et directrices "Vie étudiante" au sein des établissements d'enseignement supérieur, ce réseau professionnel, sans salarié ni financement public, promeut un échange de pratiques et un partage d'expériences depuis le début de la construction des services de vie étudiante au sein des universités. Nous travaillons autour d'une mailing-list et d'un séminaire annuel, avec un réseau qui a continué à se développer depuis lors. Quand Tiffany [Audoux] en a pris la Présidence en 2018, cela a concouru avec la mise en place de la CVEC, sur laquelle notre réseau s'est beaucoup interrogé. Après un petit moment de creux tout à fait légitime

lors de la crise sanitaire, la reprise des activités a été assez forte l'année dernière, avec en sus une réflexion puis une transformation de l'appellation du réseau - liée notamment au fait qu'en lieu et place de postes de responsables ou chargés de mission se sont montées, un peu partout, de grosses directions dédiées, sous des appellations diverses. L'idée étant vraiment de fédérer l'ensemble des opérateurs identifiés "Vie étudiante" au sein des établissements...

**Avec désormais un nouveau bureau...**

**RQ :** Suite à l'Assemblée générale du réseau, en janvier dernier, puis à notre séminaire de juin, nous nous sommes dotés d'un Conseil d'Administration et avons changé de bureau. Dont, ici présents, Alexandra Piaumier, co-Présidente (Avignon Université), Jérémy Landrieux, vice-Président (Université de Picardie Jules-Verne), mais aussi Valérie Berger, trésorière (Université Paris Cité), Christelle Zeggai, trésorière adjointe (Université de Lille), Elodie Bayoud, secrétaire (Université Jean Moulin Lyon-3) et Antoine Pierchon, secrétaire adjoint (Université de Bretagne Occidentale) et. Le CA, quant à lui, se compose de 20 personnes issues d'autant d'établissements différents, ce qui autorise une réelle représentation territoriale. L'intérêt était d'avoir vraiment une valeur de représentation de ce qui se passe à l'échelle nationale, pour pouvoir parler au nom de tous les établissements quand s'en fait ressentir le besoin - sachant que nous avons des organi-

sations et configurations totalement différentes. Nous travaillons par ailleurs à la refonte des statuts, en précisant bien que notre réseau d'opérateurs a fait le choix de se différencier des réseaux politiques, tout d'abord car tous les établissements n'avaient pas de VP Vie universitaire et de campus il y a encore quelques années, et parce que nous portons une expertise de terrain, très concrète, plutôt qu'une parole politique, de prises de position à proprement parler.

**Y a-t-il d'autres évolutions ?**

**RQ :** Nous avons un peu abandonné l'idée d'essayer de dresser un périmètre de ce qu'est la vie étudiante, pour se concentrer sur la question des métiers liés à celle-ci - et c'est là que joue à plein notre rôle de remontées de terrain. Stratégiquement, il est très difficile de développer les services, avec une réelle précarité notamment en termes d'emploi, de définition de ce que sont nos missions. C'est pourquoi le réseau essaie notamment de disposer d'un "référentiel métiers" formalisé, qui permettra de déployer une réelle stratégie de recrutement (plutôt que d'avoir à jongler avec des fiches de postes que l'on doit remanier dans tous les sens...). Un travail a été réalisé à ce sujet, l'an dernier, avec l'AMUE (Agence de mutualisation des universités et des établissements), en plus des réflexions menées avec la DGESIP, France Universités, etc. C'est le tournant qu'il faut que nous arrivions à prendre pour notre stratégie de développement, au mo-



ment où le profil de nos métiers a été un peu mieux détourné grâce aux axes de la CVEC, même s'il reste très variable selon les établissements.



Alexandra Piaumier, Directrice adj.  
Culture et Vie de Campus - Avignon  
Université

**Alexandra Piaumier (Avignon Université) :** Nous sommes dans une nouvelle phase de structuration, en partant de ce qui s'est passé pendant ces huit dernières années au sein du réseau, avec en plus la crise Covid qui nous a permis aussi de penser les choses différemment. On avait l'impression qu'on était un peu nulle part, et d'un coup, avec cette crise, on s'est retrouvés partout ! Ce qui se ressent, très clairement, dans les services... Nous utilisons cela comme une force, qui nous permet aussi de travailler la structuration du réseau et ce référentiel métiers - parce que nous nous sommes rendu compte à un moment que nos métiers n'existaient pas, pour ainsi dire. Contrairement au secteur de la culture, par exemple, qui s'était professionnalisé et rendu visible suite au travail de fond mené il y a de nombreuses années par AUC (Art + Université + Culture). Avec des conséquences évidentes sur les moyens, l'évolution des personnels au niveau RH, etc.

**L'enjeu n'est-il pas aussi de consolider un groupe d'acteurs particulier ?**

**AP :** Bien sûr. Cela passe par une réflexion collective sur des enjeux

communs - notre prochain séminaire portera par exemple sur la question du développement durable et de la responsabilité sociétale, qui constitue un gros dossier pour notre quotidien à tous. Mais aussi par le souci de mieux se faire reconnaître au sein de nos établissements, très différents les uns des autres. Ce qui, au demeurant, permet aussi des expérimentations... Mais qu'il s'agisse du Ministère ou des établissements, la reconnaissance est déjà plus forte qu'autrefois. Et à ce titre, le fait par exemple que le réseau VECU (*vice-Présidents Vie étudiante, de campus et universitaire*) se soit développé nous donne aussi de la force. Dans tous les cas,

notre rôle, c'est aussi de contribuer à faire en sorte que les voix soient entendues, que remonte tout ce qui se passe au quotidien dans les services, et d'entretenir et de renforcer le lien avec... les autres réseaux ! ■



contact :  
[contact@r2vieetudiante.fr](mailto:contact@r2vieetudiante.fr)



# Guide méthodologique Schéma Directeur Vie Étudiante



Juin 2023

[esr.gouv.fr](http://esr.gouv.fr)

# FAC-HABITAT, + 524 logements étudiants en 2023

En 2023, FAC HABITAT et ses partenaires maîtres d'ouvrage auront permis la création de plus de 500 logements étudiants nouveaux au travers de 6 nouvelles résidences prises à bail par l'association, qui œuvre depuis 1985 en faveur du logement des étudiants.



C'est plus de 100 résidences étudiantes regroupant 12.000 logements conventionnés APL qui sont ainsi proposés aux étudiants à travers toutes les villes universitaires métropolitaines (Corse comprise). Il a semblé cette année intéressant aux administrateurs étudiants de l'association de choisir des noms de femmes historiques pour ces nouvelles résidences, certaines ayant eu des parcours source d'inspiration.



## Résidence Alice Guy - Saint-Mandé (94)

110 logements

Alice GUY était la première réalisatrice au Monde, née à Saint-Mandé



## Résidence Hortense Wild - Châtillon (92)

167 logements

Hortense Wild était une compositrice et militante féministe disparu à Châtillon



## Résidence Flavia - Nice (06)

53 logements

Flavia était une impératrice romaine du IIe siècle

### EN QUELQUES CHIFFRES

+ 120 000 demandes traitées

+ 4 200 nouveaux étudiants locataires



## Résidence La Belle Otero - Nice (06)

56 logements

La Belle Otero était la première star de l'histoire du cinéma



OUVERTURE PROCHAINE

## Résidence Madeleine Guitty - Corbeil Essonnes (91)

108 logements

Madeline Guitty était une comédienne et actrice, née à Corbeil



RETROUVEZ-NOUS AU 83ÈME CONGRÈS HLM  
Stand C25 - Hall 2



# The Shift Project : Un référentiel et une enquête

Créé en 2010, [The Shift Project](#) s'attaque depuis lors à pallier le manque de prise en compte des enjeux énergétiques et climatiques par les acteurs de l'économie, en proposant des outils et produisant des rapports allant dans ce sens.

**T**he Shift Project le constate nettement depuis bientôt quinze ans : dans un contexte général de prise en compte croissante des enjeux écologiques, et face à une urgence environnementale qui n'est plus à démontrer, les étudiants qui se destinent à des postes de dirigeants, managers ou entrepreneurs pâtissent encore d'une très faible intégration de ces préoccupations dans les programmes des cursus qu'ils suivent. Un décalage d'autant plus problématique

que cette population est également la plus (légitimement) demandeuse sur ces sujets.

## ClimatSup INSA : un projet commun

Ainsi, en 2019, une analyse menée par *The Shift Project* indiquait que seules 11% des formations du supérieur (et 26% des écoles d'ingénieurs) abordaient de près ou de loin la question

des enjeux énergie et climat dans le cadre de cours obligatoires. Ce qui a notamment convaincu le [Groupe INSA](#) de s'engager dans un projet d'intégration de ceux-ci au cœur de ses formations. Un partenariat qui a débouché après 18 mois, en mars 2022, sur la publication d'un rapport intitulé « [ClimatSup INSA - Former l'ingénieur du XXI<sup>ème</sup> siècle](#) », et qui détaillait une série de recommandations, résumées dans une synthèse. Des travaux similaires à *ClimatSup INSA* ont par ailleurs été menés pour les formations en gestion et en finance.



Considérant l'ingénieur comme « *pilier de la transition écologique et énergétique* », et s'appuyant sur le fait que « *78% des ingénieurs interrogés estiment que leurs études supérieures ne les ont pas du tout ou pas tellement formés à ces enjeux* », ce rapport l'affirmait : « *L'urgence est indiscutable* ». Il s'accompagnait également de trois documents, toujours d'actualité : un Manifeste (notamment à destination des enseignants-chercheurs et des directeurs de formation), un Guide méthodologique (pour les directions d'établissement, de formation ou de département) et des Retours d'expérience (visant cette fois « *toute partie prenante de la formation des ingénieurs* »).

## Un référentiel de connaissances et compétences

Ainsi, ce document proposait des pistes pour répondre à des questions comme « *Comment impulser une démarche d'établissement à la hauteur de l'en-*

jeu ? », tout en visant à « Resituer l'ingénieur dans une transformation globale de notre modèle de société » et en proposant « un référentiel de connaissances et compétences accessible et adaptable pour tout établissement. » [Voir *Universités&Territoires* 155]. Ce travail a été mené en co-construction et de manière itérative avec les directions, personnels pédagogiques et étudiants des établissements du Groupe INSA et d'autres établissements du supérieur, ainsi qu'avec des scientifiques, experts, employeurs, associations et alumnis - en tout, plus de 150 participants.

Le référentiel ainsi constitué « propose de positionner l'ingénieur comme animateur et pédagogue (parmi d'autres) de la relation entre technique et société », « insiste sur la nécessité d'intégrer plus de sciences humaines et sociales et de compétences transversales aux formations », et soumet plusieurs recommandations à ses lecteurs. Parmi celles-ci, intégrer des cours obligatoires « répondant au référentiel » (« 200 heures permettant d'apporter une très bonne base de compréhension ») ; développer des approches pédagogiques innovantes et actives (« mieux adaptées à ces enjeux ») et « former rigoureusement l'ingénieur à mesurer les impacts physiques et sociaux de son activité » - en se basant sur la devise « *primum non nocere* » (« en premier lieu, ne pas nuire »).

## Un approfondissement

« Suite à ces premiers travaux, explique aujourd'hui *The Shift Project*, l'équipe du projet a désiré investiguer plus précisément comment le monde professionnel (ingénieurs et autres professions) se positionnait sur différentes questions. » Il s'est donc allié aux *Shifters* - une association créée en 2014 - et aux *Alumni for the Planet* - le « réseau des diplômés de l'enseignement supérieur qui s'engagent et agissent pour le climat et l'environnement » - pour réaliser un sondage auprès de 2 482 professionnels de leurs réseaux. Trois questions étaient

posées : « Vos études vous ont-elles préparé à la transition socio-écologique ? », « De quelles connaissances disposez-vous actuellement ? », puis « Les connaissances et compétences proposées dans le cadre du projet ClimatSup INSA vous semblent-elles utiles dans le monde professionnel ? »

Les résultats de l'enquête, publiés en mai dernier sous le titre « [Les compétences nécessaires à la transition, vues par les actifs](#) », concentrent sur 33 pages une somme précieuse d'enseignements. Il en ressort par exemple que 80% des personnes interrogées « estiment que leurs études supérieures ne les ont pas du tout ou pas tellement formés aux enjeux climat/environnement. » Et ce, même si « les générations les plus jeunes se sentent (un peu) mieux formées que les actifs de 30 à 60 ans » - ces derniers étant en effet 84% à faire le même constat, contre 75% des actifs de 25 à 29 ans.

## Plébiscite du référentiel

En ce qui concerne exclusivement les ingénieurs, si les trois quarts d'entre eux se déclarent compétents ou très compétents sur la thématique du changement climatique, s'ils sont encore 56% à faire le constat concernant celle de l'énergie, ils ne sont plus qu'entre 27% et 35% (soit un quart à un tiers) à se sentir « solides » dès lors qu'il est question de « Ressources (eau, métaux...) », de biodiversité, d'objectifs sociétaux, d'une approche systémique, d'action responsable et éthique, ou encore de compatibilité entre sciences et tech-

niques et enjeux socio-écologiques.

Ainsi, cette étude « confirme et précise les conclusions d'autres études - notamment du *Shift Project* - sur la nécessité de mieux former la population aux enjeux socio-écologiques, y compris du point de vue de professionnels actifs. » La cohorte était en effet constituée à 50% d'ingénieurs, mais aussi étendue à tous les âges (de 18 à plus de 60 ans), composée pour 25% d'universitaires, 25% de ressortissants d'autres formations (dont les écoles de commerce par exemple), et de représentants de nombreuses catégories professionnelles. En outre, il y apparaît clairement que pour 79% des répondants, « les connaissances et compétences du référentiel du *Shift Project* sont perçues comme utiles dans le cadre de leur métier en 2030. »

Tout ceci amène *The Shift Project* à affirmer : « Pour l'enseignement supérieur en général et les formations d'ingénieur en particulier, cela légitime et encourage fortement les organismes de formation à se saisir de la question des compétences nécessaires à la transition socio-écologiques. » D'ailleurs, « elles peuvent pour cela s'appuyer sur le référentiel proposé par *The Shift Project* pour les ingénieurs, qui a été perçu comme pertinent pour agir dans un cadre professionnel par les personnes interrogées. » ■



Clémence Vorreux, Coordinatrice  
Enseignement supérieur :  
[clemence.vorreux@theshiftproject.org](mailto:clemence.vorreux@theshiftproject.org)

The screenshot shows the homepage of 'ALUMNI FOR THE PLANET'. At the top, there is a navigation menu with links: 'JE M'ENGAGE', 'JE M'INFORME', 'J'AGIS', 'ÉVÉNEMENTS', 'QUI SOMMES-NOUS ?'. On the right, there are two buttons: 'JE FAIS UN DON' and 'JE REJOINS LE RÉSEAU'. Below the navigation, there is a large image of three people (two men and one woman) standing outdoors, looking towards the horizon. Overlaid on the image is the 'ALUMNI FOR THE PLANET' logo, which features a stylized green leaf and the text 'Le collectif des alumni engagés'. Below the image, there is a text box that reads: 'Le réseau des diplômés de l'enseignement supérieur qui s'engagent et agissent pour le climat et l'environnement ! Nous aidons les alumni à agir en les informant, en les mettant en réseau et en les soutenant dans leurs actions.' At the bottom, there is a quote: « Grâce à Alumni for the Planet, je me suis lancé et j'ai créé un collectif d'acteurs de changement dans mon entreprise. » Antoine J.

# Les « Pépites » ont-ils trouvé leur légitimité ?

## Regards d'étudiants-entrepreneurs

The conversation, le 4 septembre 2023, 10:56

*Les Pépites ont vocation à accompagner les étudiants-entrepreneurs, statut créé en 2014.*

En octobre 2013, Geneviève Fioraso, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, lançait ce qui devait être un vaste plan en faveur de l'[entrepreneuriat étudiant](#). Celui-ci s'est notamment traduit par le lancement en 2014 des Pôles étudiants pour l'innovation, le transfert et l'[entrepreneuriat](#), ce à quoi correspond l'acronyme « Pépites ».

Ce dispositif s'inscrit, au même titre que le [statut d'étudiant-entrepreneur](#) dans le prolongement des Assises de l'entrepreneuriat organisées en 2013, qui avaient mis en lumière la fragilité voire la précarité de l'entrepreneuriat étudiant. Les Pépites, au nombre de [33](#) en Métropole et en outre-mer, ont pour mission la sensibilisation, la formation et l'accompagnement des étudiants qui se lancent.

Près de 10 ans plus tard, nous avons tenté d'établir un bilan de ces outils toujours en vigueur. En 2019, une [première évaluation](#), tout en soulignant le bien-fondé de ce dispositif, mettait en lumière un déficit de notoriété notamment vis-à-vis des [étudiants](#) et des [entreprises](#). Ce rapport recommandait notamment de renforcer les liens avec les acteurs de l'écosystème entrepreneurial territorial, objet de nos [recherches](#).

### Des structures jugées utiles

Certes, aujourd'hui, la France est reconnue pour les actions mises en œuvre pour soutenir l'entrepreneuriat étudiant. Dans l'étude du [Global Entrepreneurship Monitor](#), la France se classe 7<sup>e</sup> parmi les 22 pays les plus



riches pour la promotion de l'entrepreneuriat dans les études supérieures, mais seulement 17<sup>e</sup> au primaire et au secondaire. Qu'en pensent les principaux intéressés qui sont accompagnés au sein des pôles ?

Dans le cadre de la chaire *Entrepreneurial Ecosystem Lab* du *Labex Entreprendre*, nous avons mené une étude sur la légitimité des Pépites auprès de 151 étudiants-entrepreneurs issus de 15 pôles en France. Par « légitimité », nous désignons l'adéquation perçue d'un acteur avec un écosystème entrepreneurial en termes de règles, de valeurs, de normes et de définitions.

Une échelle de mesure tente de la capter et vise ainsi à apprécier l'aptitude perçue des Pépites à encourager une dynamique de marché (dimension utilitaire), favoriser une dynamique entrepreneuriale (dimension existentielle) et contribuer au développement de l'écosystème (dimension socio-économique). Les 18 items qui la composent

ont été évalués de 0 (« pas du tout ») à 100 (« tout à fait »). Selon les étudiants interrogés, les Pépites présentent globalement un bon niveau de légitimité (score moyen de 74,36/100) mais on note des différences selon les trois dimensions de l'échelle.

Le score le plus élevé concerne la dimension socio-économique (78,92/100). Selon les répondants, les Pépites sont bien reconnus par les autres acteurs de l'écosystème. Ils soulignent leur bon ancrage au sein des écosystèmes entrepreneuriaux territoriaux et considèrent qu'ils participent bien à leur animation ainsi qu'à leur gouvernance.

Le score pour la dimension utilitaire s'avère un peu plus faible (73,17/100). Si les Pépites sont considérés comme utiles au sens de la création de valeur globale pour les étudiants-entrepreneurs, ces derniers estiment qu'ils pourraient participer davantage à l'apport de ressources, en particulier financières

(levées de fonds, rencontres d'investisseurs, etc.) et immatérielles (mentorat, formations, etc.). Leur contribution en termes d'évaluation d'opportunités est assez reconnue.

Le score le plus faible est observé pour la dimension existentielle (70,97/100). Les étudiants interrogés considèrent que les Pépites sont indispensables dans l'écosystème, mais ils sont cependant un peu plus réservés sur l'expérience entrepreneuriale des équipes et sur la capacité des Pépites à prendre des risques dans les activités stratégiques et quotidiennes (sélection des projets, etc.).

### Une légitimité source de performance

Notre étude montre, de plus, que cette légitimité perçue favorise la confiance (85/100) et la satisfaction (76/100) envers les Pépites auprès des étudiants-

entrepreneurs. Cette deuxième dimension, d'ailleurs, semble davantage influencée par la légitimité. Elle explique environ les deux tiers de la variation de la satisfaction, contre 57 % pour la confiance.

Ces résultats soulignent l'intérêt de mesurer la légitimité comme levier de performance des structures. Un Pépité perçu comme légitime par les étudiants-entrepreneurs aura davantage de chances d'obtenir un bon niveau de satisfaction et de confiance. Ainsi pouvons-nous penser que les étudiants-entrepreneurs qui perçoivent le Pépité comme légitime seront plus enclins à participer et s'impliquer dans ses activités, et pourront ainsi mieux apprécier les services et l'accompagnement proposés.

De manière générale, ces structures ont tout intérêt à travailler sur leur stratégie de légitimation pour obtenir un meilleur niveau de satisfaction et de confiance auprès des étudiants-

entrepreneurs. Une voie de progrès identifiée pour cela réside dans le renforcement de leur capacité à faciliter l'accès aux ressources. ■



[The conversation :](#)  
[Lire l'article en ligne](#)

### **Auteurs :**

**Karim Messeghem :**  
Professeur des universités,  
*Université de Montpellier*

**Abdelaziz Swalhi :**  
Maître de Conférences en sciences de gestion, *Université de Montpellier*, Docteur en Sciences de gestion et du management / Ingénieure de recherche au *LabEx Entreprendre*, *Université de Montpellier*

## Chiffres clés 2023 : l'Europe, premier continent d'accueil des étudiants mobiles

Le monde compte près de 6,4 millions d'étudiants mobiles, un niveau jamais atteint auparavant (+32% en cinq ans). Ils font de l'Union européenne leur première destination. La France en attire également un nombre record, plus de 400 000, soit 8% de plus que l'année précédente.

Elle confirme ainsi qu'elle a su rester attractive malgré la pandémie de covid-19, qui a freiné, un temps, les mobilités. L'édition 2023 des Chiffres Clés de Campus France témoigne également d'une mobilité étudiante particulière, liée aux crises et conflits dans le monde : depuis l'Ukraine jusqu'à l'Iran, de l'Afghanistan à la Syrie, des étudiants sont contraints à l'exil.

### La France, 6<sup>e</sup> pays d'accueil des étudiants mobiles

Selon l'institut statistique de l'Unesco, la France est, en 2020, le 6<sup>e</sup> pays d'accueil des étudiants internationaux. Elle est devancée par les grands pays anglo-saxons - États-Unis, Royaume-Uni, Australie, Canada - qui béné-

ficient de l'attrait des formations offertes en anglais, et par l'Allemagne.

Derrière la France, la Chine, le Japon et la Turquie mettent en place des stratégies offensives pour attirer les jeunes talents du monde entier. Même si les données n'en donnent qu'un aperçu partiel, la pandémie a eu un impact différent selon les pays : indolore en France où le nombre d'étudiants continue d'augmenter en 2020, elle se ressent aux États-Unis, en Australie, ou encore aux Émirats arabes unis et en Arabie saoudite, qui comptent parmi les 20 premières destinations de la mobilité étudiante mondiale. ■



**CAMPUS FRANCE**



Contact presse: Judith Azema  
Directrice de la communication  
Tél : 06 50 48 94 03

# Rentrée 2023 : manque de logements étudiants

Philippe Campinchi, Délégué Général de l'AIRES, répond dans cette interview à quelques questions sur la crise du logement étudiant, toujours d'actualité.



## Pourquoi le manque de logement étudiant a-t-il été au cœur de la rentrée universitaire ?

**Philippe Campinchi :** La raison est simple : l'offre de logements pour étudiants est structurellement insuffisante ; elle ne permet ni d'accompagner la démocratisation de l'enseignement supérieur, ni les nouvelles mobilités que l'on connaît avec le succès d'*Erasmus* ou celui de l'apprentissage dans le supérieur. Force est de constater que le nombre de constructions ne suit pas la courbe de la démographie et ne permet donc pas de rattraper le retard. Il suffit de rappeler que le nombre d'étudiants internationaux qui ont choisi la France pour étudier dépasse désormais la barre des 400 000. Il s'agit même, selon *Campus France* de la croissance la plus forte enregistrée depuis plus de 15 ans. Nous considérons qu'il manque au moins 250 000 logements étudiants en France.

## Comment l'AIRES a estimé ce manque ?

**Ph. C. :** Le chiffre de 250 000 logements étudiants a été établi à partir d'un calcul prenant en compte le nombre d'étudiants, le nombre de logements et les objectifs de la France. Pour la rentrée 2022/2023, le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation table sur un effectif d'environ 2,93 millions d'étudiants. Ce chiffre correspond à une augmentation de 120 000 étudiants. Ensuite, en 2018, avec la stratégie «*Bienvenue France*», la France s'est fixé l'objectif d'accueillir un demi-million d'étudiants étrangers à l'horizon 2027. A savoir 100 000 étudiants internationaux supplémentaires par rapport à ceux accueillis en 2023 - comment va-t-elle les héberger ?

Bref, une analyse de ces chiffres montre qu'il manque, peu ou prou, 250 000 logements pour atteindre l'objectif fixé en 2011.

## Quelles sont les stratégies d'implantation sur les territoires ?

**Ph. C. :** Les exploitants ont tous leurs propres critères d'appréciation pour lancer un projet. L'AIRES n'impose aucune grille et considère que l'exploitant est un professionnel prudent et responsable. Pourquoi ? Un exploitant, qui prend un engagement financier lourd sur une période minimum de 10 années, n'a aucun intérêt à accepter un projet de résidence situé dans une zone géographique trop éloignée des pôles d'enseignement publics et privés ou, de surcroît, à des conditions financières trop élevées qui viendraient compromettre son équilibre financier. La seule méthode qui existe est celle de l'intelligence territoriale. C'est la boussole qui guide les exploitants : le nombre d'étudiants, le développement universitaire, l'attractivité de la ville, la localisation, les modalités de transports, les offres de logement existantes sont autant de critères à prendre en compte avant la prise à bail.

## Que pensez-vous du concept de géographie préférentielle ?

**Ph. C. :** La crise de cette rentrée nous rappelle qu'il faudrait commencer par avoir des logements pour tous les étudiants. Ceci étant dit, ce concept inventé par la DRHIL Ile-de-France se réfère aux seules universités ou établissements de plus de 300 élèves. C'est une erreur manifeste car cette référence méconnaît fortement le tissu régional de l'enseignement supérieur,

en oubliant certaines formations... La définition du concept de géographie préférentielle est basée sur la notion des « 30 minutes de transport en commun » mais cette notion très précise est devenue normative. Dès lors, ne correspondant aucunement à une réalité urbaine cohérente, elle ne fait appel à aucune intelligence de vie étudiante : quid par exemple de l'horaire de passage du dernier bus le jeudi soir ?

## Mme Elisabeth Borne a évoqué dans un discours le souhait de construire 30 000 logements étudiants. Qu'en pensez-vous ?

**Ph. C. :** Il est surprenant d'annoncer un Plan sans avoir au préalable dressé le bilan et tiré les enseignements des Plans précédents. Néanmoins, cette annonce constitue une marque d'intérêt du Gouvernement et du nouveau Ministre du Logement. Les différents Plans gouvernementaux (le plan 40 000 entre 2012/2017 et le Plan 60 000 entre 2017/2022) se sont concentrés sur un suivi statistique idéologique, en ne comptabilisant que le logement conventionné - comme si le logement privé n'était pas partie prenante du logement pour étudiant. Va-t-on encore une fois reproduire cette erreur ? L'incantation à la mobilisation et au volontarisme ne servent à rien si les problèmes de fonds, soulevés par les acteurs, ne sont pas débattus et réglés.

## Quels sont les freins ?

**Ph. C. :** Le premier des freins demeurera toujours la question du foncier. La première des préconisations serait de pouvoir obtenir une simplification et une réduction des délais dans les

procédures liées au dépôt, à l'instruction et à la délivrance des permis de construire de logements dédiés aux jeunes... L'AIREs plaide pour la création d'un foncier « dotational » pour accueillir les étudiants sur les territoires. Le besoin urgent et quantitativement important de logements pour les étudiants se concentre dans les grandes métropoles, l'Île-de-France en tête. Or, c'est dans ces territoires que le prix du foncier a le plus « flambé » ces dernières années, rendant difficile la production de résidences étudiantes, tout en gardant des objectifs de prix des loyers conformes au pouvoir d'achat d'une grande partie des étudiants. L'AIREs propose que des terrains appartenant à des propriétaires privés, des collectivités ou à l'Etat, puissent être réservés et affectés au logement étudiant sous réserve que l'exploitant s'engage à respecter le plafond fixé par la garantie VISALE. En Espagne, il s'agit de terrains dits « dotationnels ».

Le second frein est lié au rythme universitaire. Si la rentrée est un problème pour les étudiants, elle ne l'est pas vraiment pour les exploitants. Depuis le début des années 2000, les résidences en habitat social ou libre sont confrontées aux changements de rythme de l'année universitaire, avec le succès d'Erasmus et la multiplication des stages depuis l'inscription de l'insertion professionnelle des étudiants dans les missions de l'Université. Quelle que soit la nature de l'exploitant, qu'il soit public, social ou privé, la vacance locative demeure toujours le premier de ses problèmes. Le préavis est d'un mois dans le cas d'un bail meublé, un délai de résiliation souple qui a facilité le turn-over étu-

diant. D'autres pays d'Europe privilégient un bail ferme, ce qui offre à l'exploitant une gestion plus maîtrisée de son taux d'occupation. Bien entendu, le taux d'occupation varie entre résidences universitaires en habitat social et celles en habitat privé, entre Paris et les régions. Il existe dans d'autres pays, comme au Japon ou au Brésil, deux rentrées universitaires qui offrent l'avantage de lisser période de stages

locaux vides... Comment accueillir des étudiants apprentis et les loger lorsque l'alternance varie entre 2 jours, 3 jours, 1 semaine, trois semaines, etc. ? Ne faudrait-il pas inciter les formations, dans le respect de leur autonomie, à harmoniser leurs pratiques ? ■



[contact@aires.fr](mailto:contact@aires.fr)



Association Interprofessionnelle des  
Résidences Étudiants et Services



L'Association Interprofessionnelle des Résidences Étudiants et Services (AIREs) est l'association professionnelle des opérateurs et gestionnaires de Résidences services pour étudiants. L'AIREs est née en 1994 et regroupe les principaux acteurs de la profession. Elle réunit les promoteurs, constructeurs, gestionnaires et exploitants de résidences étudiants avec services, informe les pouvoirs publics nationaux et locaux ainsi que tous les milieux socio-économiques sur l'ensemble des aspects professionnels, sociaux et économiques de cette activité. L'originalité de ce secteur repose sur des offres d'habitat en secteur conventionné et/ou d'un habitat en secteur libre, gérées par des associations à but non lucratif ou des sociétés commerciales.

[www.aires.fr](http://www.aires.fr)

Contact : Philippe CAMPINCHI 0684606274 [contact@aires.fr](mailto:contact@aires.fr)



■ Adresse : 19 rue Leconte de Lisle 75016 Paris ■ E-mail : [redaction@universites-territoires.fr](mailto:redaction@universites-territoires.fr) ■ ISSN : ISSN 2263-8431 ■

Infos légales : SARL Edition de revue et périodiques (5814Z) au capital de 1000 Euros immatriculée au RCS de Paris sous le numéro SIRET 843 009 267 00017 ■ Directeur de la publication : Philippe Campinchi [☎ 0674606274](tel:0674606274) ■ Directeur de

la rédaction : Nicolas Delesque [☎ 0678391349](tel:0678391349) ■ Création graphique : Babette Stocker / Crouitch Conception ■ Tarifs d'abonnements :

Individuel : 100 euros HT Institutionnel : 500 euros HT ■ Parties prenantes : Convention particulière ■ Comité éditorial : Nicolas Delesque, Philippe Campinchi, François Perrin, Jérôme Sturla (Afev), Pierre Yves Ollivier, Zoé Chalouin (Fnau), François Rio (Avuf), Orane Maquin (ESN) et Justine Crabouillet (SMERRA) ■ Crédits photos et iconographies : photo du Havre : Laurent Lachèvre - Partenaires - DR - Adobe Stock